

**LDH**

Fondée en 1898

Section du Pays d'Aix-en-Provence

Les Échos de la LDH – N° 64 Septembre 2026

QUAND L'ÉGALITÉ FAIT PEUR : COMPRENDRE LE MASCULINISME

Les progrès de l'égalité entre les femmes et les hommes n'ont jamais été accueillis sans résistance. Chaque conquête de droits a suscité une contre-offensive. Aujourd'hui, cette réaction porte un nom : le masculinisme. Derrière un discours qui prétend défendre les hommes, il diffuse une idée simple et redoutable : les femmes seraient allées « trop loin », le féminisme serait devenu une oppression et les véritables victimes seraient désormais les hommes. Cette inversion de la réalité occulte pourtant les violences, les discriminations et les inégalités qui continuent de marquer la vie de millions de femmes.

Le masculinisme n'est pas une simple opinion ni une querelle sur les rapports entre les sexes. C'est un projet politique qui nourrit les offensives contre les droits des femmes, des personnes LGBTQI+ et, plus largement, contre les valeurs d'égalité et d'émancipation. Amplifié par les réseaux sociaux et de puissants relais médiatiques, il entretient des liens étroits avec l'extrême droite et les mouvements « anti-droits ».

Comprendre le masculinisme, c'est comprendre l'une des offensives idéologiques majeures de notre époque. C'est aussi se donner les moyens d'y résister.

Quatre documents parus récemment constituent les principales sources de ce numéro des Echos :

Sénat, Actes du colloque « Montée en puissance des mouvements masculinistes dans le monde » - 27 novembre 2025 : <https://www.senat.fr/notice-rapport/2025/r25-192-notice.html>

Contre les discours masculinistes en ligne, Equipop, mars 2025 : <https://equipop.org/contre-les-discours-masculinistes-en-ligne/>

Haut Conseil à l'Égalité, Rapport annuel sur l'état du sexisme en France, janvier 2026 : <https://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/rapport-annuel-2026-sur-letat-des-lieux-du-sexisme-en-france>

Rapport d'information sur la montée en puissance des réseaux et mouvements masculinistes, Sénat, juin 2026 : <https://www.senat.fr/notice-rapport/2025/r25-776-1-notice.html>

LE MASCLINISME : UNE CONTRE-OFFENSIVE CONTRE L'ÉGALITÉ

Le masculinisme n'est pas la « crise de la masculinité ». C'est la réaction politique à l'émancipation des femmes.

Les progrès de l'égalité entre les femmes et les hommes n'ont jamais été acceptés sans résistance. À chaque conquête de nouveaux droits – droit de vote, maîtrise de la fécondité, droit à l'avortement, accès à toutes les professions, dénonciation des violences sexuelles, lutte contre les discriminations –, des voix se sont élevées pour dénoncer un prétendu excès du féminisme. Le masculinisme est aujourd'hui l'expression la plus organisée de cette réaction.



Son discours repose sur une inversion de la réalité. Alors que les femmes continuent de subir des violences massives, des discriminations économiques et des inégalités persistantes, les masculinistes affirment que ce sont désormais les hommes qui seraient victimes. Les progrès de l'égalité sont présentés comme une dépossession des hommes, voire comme une domination féminine. La perte de privilèges devient oppression ; les revendications d'égalité deviennent une menace.

Cette rhétorique ne résiste pourtant pas aux faits. Les violences sexuelles et sexistes demeurent considérables, les féminicides continuent de faire chaque année de nombreuses victimes, les écarts de salaires persistent, les femmes assument toujours l'essentiel des tâches domestiques et restent sous-représentées dans les lieux de pouvoir. L'égalité réelle est loin d'être atteinte. Présenter les hommes comme les victimes d'un prétendu « pouvoir des femmes » revient à masquer ces réalités et à délégitimer les combats menés depuis des décennies pour les droits des femmes.

Mais le masculinisme ne se réduit plus aujourd'hui à un antiféminisme. Il est devenu un véritable projet politique. Son objectif n'est pas seulement de contester les avancées de l'égalité entre les femmes et les hommes, mais plus largement de remettre en cause les politiques d'émancipation et d'égalité. Les droits sexuels et reproductifs, les droits des personnes LGBTQI+, les politiques de lutte contre les discriminations, l'éducation à l'égalité ou encore les actions de prévention des violences sont dénoncés comme autant de menaces contre un ordre social présenté comme « naturel ».

Le rapport 2026 du Haut Conseil à l'Égalité montre que cette idéologie s'inscrit désormais dans un mouvement international « anti-droits », qui rassemble des organisations conservatrices, religieuses, identitaires et d'extrême droite. Ces courants partagent une même vision du monde : réaffirmer les hiérarchies entre les sexes, défendre une conception autoritaire de la famille et de la société, combattre les droits des femmes et des minorités. Les convergences sont nombreuses, même si tous les acteurs ne poursuivent pas exactement les mêmes objectifs ni n'utilisent les mêmes moyens.

Le masculinisme constitue également un enjeu majeur de sécurité. Dans plusieurs pays, certains de ses courants les plus radicaux glorifient la violence contre les femmes et célèbrent les auteurs d'attentats ou de massacres commis au nom de la haine des femmes. Les services de renseignement de plusieurs États considèrent désormais certains réseaux masculinistes comme des espaces de radicalisation comparables à d'autres formes d'extrémisme violent. Sans que tous les masculinistes soient violents, cet environnement idéologique banalise les discours de haine, légitime les violences sexistes et peut favoriser le passage à l'acte.



Il est aussi devenu un enjeu d'éducation, de santé publique et de cohésion sociale. Les réseaux sociaux exposent très tôt des adolescents à des contenus qui présentent les femmes comme des adversaires, valorisent une virilité dominatrice et enferment certains jeunes hommes dans un sentiment de

frustration, de ressentiment et de victimisation. Les conséquences se mesurent dans les violences conjugales, le harcèlement, les agressions sexuelles, mais aussi dans les difficultés relationnelles et psychologiques que ces discours entretiennent.

Comprendre le masculinisme ne consiste donc pas seulement à analyser un courant antiféministe. Il s'agit de reconnaître l'une des principales contre-offensives idéologiques contre l'égalité et les droits humains. Défendre les droits des femmes, des personnes LGBTQI+, des étrangers, le refus des

discriminations et l'égalité entre toutes et tous ne relève pas d'un combat particulier : c'est défendre les principes mêmes de la démocratie. Face à cette offensive, la vigilance, l'éducation et la mobilisation citoyenne constituent plus que jamais des exigences démocratiques.

LES DIFFÉRENTS COURANTS MASCULINISTES

Le masculinisme n'est pas un mouvement homogène : il regroupe plusieurs courants très différents, allant de revendications sociales modérées à des idéologies radicales opposées au féminisme.

Le masculinisme « réformiste » ou modéré

Le plus présent dans le débat public.

Idées principales :

Le féminisme aurait négligé certaines souffrances masculines.

Appel à une meilleure prise en compte des hommes dans les politiques publiques.

Ce courant ne rejette pas forcément l'égalité femmes-hommes, mais critique son application jugée déséquilibrée.

Le mouvement des « droits des hommes » (Men's Rights Activists – MRA)

Certaines des préoccupations de ce mouvement (santé mentale, suicide, droits des pères, violences subies par les hommes) sont reconnues comme des enjeux sociaux importants.

Idées principales :

Les hommes seraient discriminés par les lois et les institutions.

Le féminisme serait devenu un mouvement anti-hommes.



L'égalité aurait basculé en défaveur des hommes. *Ce courant peut aller de positions argumentées à des discours très hostiles envers les femmes selon les groupes.*

Les communautés « incel » (involuntary celibates)

Hommes se déclarant incapables d'avoir des relations amoureuses ou sexuelles.

Avec le temps, une partie des communautés incel en ligne a développé une idéologie spécifique, souvent marquée par des croyances misogynes et fatalistes.

Idées principales :

L'apparence physique détermine presque entièrement le succès amoureux et cette situation est impossible à changer.

Croyance selon laquelle les personnes les plus attirantes monopoliseraient les partenaires, laissant les autres sans possibilité de relation.

Certaines communautés présentent les femmes comme superficielles, manipulatrices ou responsables de leur situation.

Recours fréquent à des explications simplifiées ou non fondées sur la biologie ou la psychologie pour justifier leurs croyances Certaines franges ont basculé vers la violence, ce qui en fait un objet de surveillance académique et sécuritaire.



Le masculinisme antiféministe radical

Le plus polémique et idéologisé.

Idées principales :

Le féminisme est vu comme une menace sociale. Les femmes seraient dominantes dans la société moderne.

Vision conflictuelle des rapports de genre et rejet des politiques d'égalité

Ce courant est souvent associé à la désinformation, aux discours haineux et à la radicalisation en ligne.

Masculinisme radical et extrême-droite

Les groupes masculinistes les plus radicaux, hostiles au féminisme, partagent avec certaines fractions de l'extrême droite des schémas de pensée communs tels que :

- une valorisation de la famille « traditionnelle » et un rôle reproductif accru des femmes. Certains mouvements d'extrême droite associent en effet féminisme, baisse de la natalité et « déclin » de la nation.
- une vision hiérarchisée des rapports sociaux (restreindre les droits humains et en particulier les droits sexuels et reproductifs, les droits des femmes, des personnes LGBTQ+ en utilisant le genre comme levier),
- une critique des mouvements progressistes qui luttent pour une progression vers l'égalité.

Un récit est ainsi élaboré consistant à présenter simultanément le féminisme, l'immigration, le multiculturalisme comme différentes manifestations d'une décadence de la société traditionnelle.

LE MASCULINISME ET SES RAPPORTS AVEC L'EXTRÊME DROITE :

LES ÉTATS-UNIS À LA POINTE DU MOUVEMENT « ANTI DROITS. »

Le mouvement « anti droits » désigne un ensemble d'acteurs qui œuvrent à restreindre les droits humains et en particulier les droits sexuels et reproductifs, les droits des femmes et des LGBTQI+, les politiques en faveur de la diversité, en utilisant **le genre** comme levier stratégique pour faire **une re hiérarchisation sociale**.

Un moment charnière de cette dynamique est en 1973 l'arrêt Roe v. Wade aux USA qui légalise l'avortement. Dès que ce droit est reconnu, la réaction s'enclenche et une internationale anti IVG se met en place. En 1984 la « Global gag rule » coupe tous les financements américains aux organisations internationales travaillant sur l'avortement. En 2022, la Cour suprême annule l'arrêt, ce qui permet à chaque État de décider désormais s'il autorise l'avortement et comment.

Pour contrer les résistances féministes, la réaction, fortement appuyée par le Vatican, forge l'expression « **idéologie de genre** » présentée comme une **menace civilisationnelle**.

En Europe, des formations politiques se créent comme le **réseau politique pour les valeurs** (PNFV), soutenu par la **Fondation Héritage**, une organisation juridique US

puissante, capable de lancer des paniques morales anti wokistes.

Le Projet 2025 de Trump marque un basculement. Il organise le démantèlement de l'administration fédérale en ce qui concerne le féminisme, l'avortement, les droits LGBTQI+, l'antiracisme. Avec ce projet, on est dans une **architecture d'État de suppression des droits** qui fournit une méthodologie



exportable dans le monde, avec la fondation Héritage comme centre d'exportation.

Dans cette dynamique **les discours masculinistes** jouent un rôle central, ils fournissent le carburant émotionnel de l'agenda anti droits et **légitiment un projet de restauration fondé sur la domination masculine présentée comme naturelle**.

La France n'est pas à l'écart. Un projet de refondation illibérale de l'UE, le « Great Reset » a été lancé à Paris avec les mêmes objectifs anti droits appuyé par la fondation Héritage.

En parallèle il y a le **fonds Périclès de Stérin** qui finance des médias, une école de cadres, des formations politiques...

Ce mouvement régressif « Anti-Droits », au nom de la défense d'un Ordre Naturel fictif s'oppose à la notion même d'égalité entre les humains et veut rétablir une hiérarchisation sociale qui n'est pas seulement en faveur de la domination masculine mais qui est aussi raciste et anti-sociale.

C'est un mouvement réactionnaire qui constitue un danger pour la démocratie.

La question n'est plus de se demander comment lutter contre le masculinisme mais quel projet démocratique on oppose à ce système anti droits ? et qui le portera ?

Sources : Colloque sur le masculinisme du Sénat, intervention de Jeanne Hefez

QUELQUES ACTEURS DU MASCULINISME OUVERTEMENT D'EXTRÊME DROITE EN FRANCE

Deux exemples parmi de nombreux autres... :

Julien Rochedy est une grande figure du masculinisme dont il fait un business. Le féminisme représente un danger anthropologique pour lui. Il publie des livres aux titres éloquentes *Surhommes et sous hommes* (Ed. Hétairie) *Qui sont les blancs ? Généalogie d'une identité interdite* (Ed Hétairie)

Ecologiste d'extrême droite, il vante la supériorité de la civilisation blanche européenne et revendique son fascisme.

En 2012, il devient directeur du FN de la jeunesse mais il quitte le RN pour homophobie.

En 2021, il organise une cagnotte pour financer le viol d'une journaliste de Médiapart qui enquête sur les youtubeurs masculinistes **Papacito, Baptiste Marchais et Georges Betharam.**



Thais d'Escufon, ancienne membre de l'Action française, tête d'affiche de Génération Identitaire, reconvertie en influenceuse masculiniste. Elle opère dans le développement personnel masculiniste et identitaire et entraîne ainsi les personnes vers les thèses d'extrême droite. Elle souhaite une réconciliation H/F mais bien sûr chacun à sa place et dans son peuple. Elle œuvre pour le retour d'une virilité héroïque et considère que le féminisme actuel est un des cancers de notre société !

NÉMÉSIS, UNE IMPOSTURE « FÉMINISTE » D'EXTRÊME-DROITE

Némésis est un collectif identitaire qui se dit « féministe » tout en affirmant la supériorité de la civilisation blanche occidentale.

Créé en 2019 par des militantes d'extrême droite dont Alice Cordier sa présidente, ex membre de l'Action française, le collectif s'est fait connaître par des actions chocs, contre des manifestations liées à la gauche, fortement médiatisées par la sphère Bolloré et Stérin.

Leur projet qualifié de « fémonationaliste » par la sociologue Sara Farris consiste à instrumentaliser le féminisme, en s'appropriant ses thèmes, comme la lutte contre les violences faites aux femmes, dans des campagnes politiques anti- islam et anti -immigration.

Musulmans, immigrés et étrangers sont présentés comme les acteurs exclusifs des violences sexuelles et sexistes contre les femmes et la seule solution est la remigration.

Némésis n'a pas de revendication concernant l'égalité Femmes /Hommes jugée réalisée, ni concernant les droits des femmes et c'est pourquoi son appropriation du féminisme est jugée une imposture par le mouvement féministe.

Sa position vis à vis des masculinistes est ambiguë, d'un côté Némésis déplore la perte de la virilité européenne mais sans partager le rejet des droits des femmes de certains masculinistes ni la position des tradwives qui veulent retourner au foyer et renoncer aux droits acquis.

Cette ambiguïté ne l'empêche pas de nouer des liens avec les groupes d'extrême droite les plus radicaux et masculinistes, dont son service d'ordre est constitué. Les zouaves de Paris groupe néo nazi dissous depuis 2022 font partie des fidèles. Némésis est aussi très proche du Rassemblement National.



MASCULINISME ET SPHÈRE NUMÉRIQUE

Comment l'écosystème numérique permet l'amplification des discours masculinistes

Les plateformes numériques sont des relais de production et de diffusion des discours masculinistes. Elles sont constituées d'un ensemble d'espaces numériques comme les réseaux sociaux (Instagram, Tik Tok, Télégram, Discord, Reddit, etc.), les plateformes de partage de vidéos (You Tube, ...), les

forums, les services de messagerie privée. Elles rendent visibles les discours masculinistes, pas forcément nouveaux, mais leur capacité de diffusion devient massive et permet de toucher un public beaucoup plus large.

En effet, les « portes d'entrée » sont variées et pas forcément identifiées à priori comme masculinistes : le sport, le développement personnel, la musculation, les jeux vidéo, ou des podcasts sur l'actualité et la politique. « Tous les chemins mènent au masculinisme ». « Il faut aujourd'hui moins d'une demi-heure à un adolescent pour tomber sur des contenus masculinistes en ligne » (*Cécile Simmons*). Ces plateformes constituent un terrain favorable à la banalisation des idées masculinistes.



Par ailleurs, le numérique facilite les interconnexions entre les univers différents des masculinistes, brouille les frontières entre les différents courants et permet de construire un écosystème... Ainsi, par exemple, les Incels « rencontreront » virtuellement les « coachs en séduction ». Ces interconnexions sont permises par des « marqueurs », des hashtag (#sigma-male, ...), des codes et des références communes, *par exemple les « Mâle alpha » : archétype de l'homme puissant, riche, viril, dominant qui impose sa volonté sur les autres hommes (les « bêtas) » et sur les femmes.*

Peuvent ainsi circuler des récits personnels, des vidéos, des blagues, des *mèmes*, des *dog whistle*¹, des discours courts facilement appropriables et à partager.

Selon la chercheuse Stéphanie Lamy cet environnement numérique peut permettre un engagement progressif vers le masculinisme :

* ¹ **Mème** : contenu sous forme d'image, vidéo ou texte, humoristique ou sarcastique, facile à comprendre et à retransmettre sur le net pour « faire du buzz ».

** **Dog whistle** : propos politique anodin pour le grand public mais qui adresse un message spécifique à un groupe ciblé et concernant des sujets polémiques. C'est une technique de communication pouvant être comprise différemment selon les publics visés grâce à l'ambiguïté des termes utilisés. Efficace dans sa capacité à diviser et polariser la société notamment sur des sujets discriminatoires. Exemple : « **80/20** » : fait référence à la croyance selon laquelle 80 % des femmes ne s'intéressent qu'aux 20 % d'hommes les plus attractifs, alimentant un sentiment d'injustice.

- une exposition initiale par les réseaux sociaux grand public et qui attire l'attention sur l'injustice, les polémiques, les menaces et la désignation ... d'ennemis,
- la fidélisation par la construction d'un sentiment d'appartenance, la construction d'un « nous » masculiniste grâce à des références communes et des récits partagés,
- la diffusion d'un cadre idéologique structuré par la diffusion de vidéo longues, des analyses et des chiffres bricolés pour donner un sens idéologique à la menace,
- des espaces plus fermés, comme des forums anonymisés, des serveurs Discord fermés ou des canaux Telegram permettant de construire un environnement idéologique.



Les mécanismes qui permettent l'amplification des discours masculinistes : algorithmes, économie de l'attention et intelligence artificielle

Les algorithmes peuvent mesurer pour chaque message sur les plateformes :

- La fréquence des vues et le temps d'exposition
- Les réactions : « liker », commenter, partager

C'est à dire l'engagement des internautes².

Ainsi les plateformes vont favoriser (« booster ») les contenus les plus engageants, émotionnels, personnalisés et notamment ceux qui sont les plus clivants (spectaculaires, polarisants, violents...).



Elles alimentent une logique de « recommandation » et favorisent des trajectoires d'exposition en fonction des centres

d'intérêt. Elles amplifient donc les contenus déjà consultés, orientent vers des versions plus radicales et donnent l'impression d'un consensus. Elles brouillent

² C'est ce qu'on appelle en sciences économiques « l'économie de l'attention », l'attention des internautes étant devenue une ressource rare (et donc chère) compte-tenu de la surabondance d'informations sur le web.

les frontières entre divertissement, développement personnel et discours militant. Ainsi les discours masculinistes ne sont pas immédiatement reconnus comme idéologiques.

Enfin, l'intelligence artificielle permet d'accroître la production rapide de gros volumes de messages et de renforcer leur viralité : vidéos courtes, extraits reformulés et adaptés aux publics visés.

« Les plateformes n'ont pas créé les discours, mais ont offert des conditions nouvelles de visibilité, de circulation et d'amplification. »

Une convergence d'intérêts entre les influenceurs masculinistes et les géants de la tech

D'une part, les **plateformes numériques** sont dominées par les « Big Tech » : les cinq réseaux sociaux les plus utilisés dans le monde ont tous pour PDG un homme : Mark Zuckerberg (Meta), Evan Spiegel (Snapchat), Shou Zi Chew (TikTok), Elon Musk (X ex Twitter), Bill Ready (Pinterest). Le monde de la Tech est un monde d'hommes blancs, hétérosexuels, surdiplômés et aisés. Et ces derniers favorisent des politiques commerciales et des choix techniques qui encouragent et visibilisent les discours masculinistes car cela permet d'accroître les temps d'écran, les interactions et donc les revenus publicitaires. A l'inverse, ils invisibilisent les messages en faveur de l'égalité de genre et des droits des femmes.

D'autre part les « **influenceurs** » **masculinistes** (Papacito, Julien Rochedy, Valek, Andrew Tate...) utilisent les réseaux sociaux pour répandre leurs idées, accroître leur visibilité et l'engagement de leurs « followers ». Ils ont une « stratégie de monétisation » : ils transforment la conflictualité en audience, l'audience en abonnements, coaching, formations payantes en ligne et constituent des « communautés ». Et plus un message, une vidéo sont vus, plus la rémunération versée par les plateformes est élevée.



Les discours polarisants, les plus violents, sexistes, racistes, sont ceux qui circulent le plus, donc qui rapportent le plus d'argent aux plateformes comme aux influenceurs. Comme les libertariens, ils rejettent donc toute régulation et modération des contenus qui pourraient entraver leurs activités économiques et numériques, ce qui leur ferait gagner moins d'argent...

Ainsi, en exploitant les discours de haine, les Big tech et les influenceurs masculinistes maximisent ... leurs profits, selon une logique toute capitaliste. Et derrière leur écosystème numérique se dessine un projet politique d'extrême droite et libertarien.

RÉGULER LES PLATEFORMES MASCULINISTES

Les mouvements masculinistes gagnent en visibilité sur les réseaux sociaux. Si le masculinisme ne constitue pas un courant politique homogène, plusieurs de ses branches entretiennent des proximités idéologiques avec l'extrême droite. Elles valorisent une vision traditionnelle des rapports entre les sexes, rejettent les politiques d'égalité et mobilisent un sentiment de déclassement masculin.

En France et dans l'Union européenne, il n'existe **pas de loi spécifique visant les plateformes "masculinistes"**. En revanche, les plateformes (TikTok, X, YouTube, Instagram, Facebook, etc.) sont soumises à des obligations renforcées et à des sanctions lorsqu'elles hébergent des contenus illégaux, notamment des discours de haine, des appels à la violence ou du harcèlement. Par exemple, un ou une utilisateur-trice signale une publication appelant à « frapper les femmes » : la plateforme doit disposer d'un mécanisme permettant de signaler ce contenu comme potentiellement illégal. Autre exemple : une plateforme recommande progressivement à un jeune utilisateur une succession de vidéos : « les femmes sont manipulatrices », « les féministes détruisent les hommes », ou « les femmes méritent d'être punies » : ces vidéos individuelles ne sont pas nécessairement toutes illégales, mais la diffusion algorithmique peut poser une question de risques systémiques et d'appel à la violence.

Le Digital Services Act (DSA) est un règlement européen applicable depuis février 2024 qui impose notamment :



- une mise en place de mécanismes de signalement des contenus illicites ;
- une plus grande transparence sur les règles de modération ;
- une évaluation des risques systémiques, notamment concernant la diffusion de contenus haineux, de radicalisation ou atteinte aux droits fondamentaux ;
- la limitation de la diffusion de ces

contenus, tout en respectant la liberté d'expression.

La législation française

En France, plusieurs textes complètent ce cadre :

- la **loi pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN – juin 2004)**, impose aux plateformes de retirer les contenus manifestement illicites lorsqu'elles en ont connaissance ;

- la **loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République** distingue les obligations des plateformes et celles des hébergeurs. Leurs responsabilités civiles et pénales sont engagées si le nécessaire n'est pas fait pour retirer des contenus illicites signalés. Elle



renforce

les obligations des grandes plateformes en matière de lutte contre les contenus haineux et prévoit un contrôle par l'ARCOM (signalement possible depuis



2009 avec la plateforme PHAROS Plateforme d'harmonisation, d'analyse, de recoupement et d'orientation des signalements).

Les contenus masculinistes

Ils peuvent devenir illégaux lorsqu'ils constituent par exemple :

- une provocation à la haine ou à la violence contre les femmes ;
- du harcèlement en ligne ;
- des menaces ou des appels à commettre des violences ;
- une incitation à commettre des infractions.

Dans ces cas, les auteurs peuvent être poursuivis pénalement et les plateformes doivent agir lorsqu'elles sont informées de ces contenus.

De nombreux contenus masculinistes utilisent des messages implicites, des stéréotypes ou des discours qui, bien qu'ils puissent contribuer à la misogynie, ne franchissent pas toujours le seuil de l'illégalité.



EVAR ET EVARS : DES OUTILS DE PRÉVENTION ...

L'EVAR et l'EVARS ne sont pas des outils de lutte contre les garçons ou contre la masculinité. Elles constituent des politiques de prévention qui visent à construire des relations fondées sur le respect, l'égalité, le consentement et l'esprit critique.

L'**EVAR** (Éducation à la vie affective et relationnelle) à l'école primaire et l'**EVARS** ...et à la sexualité) **au collège et au lycée** peuvent constituer un levier de prévention face à l'idéologie masculiniste. L'objectif de ces apprentissages est de développer des compétences et des connaissances qui peuvent réduire la vulnérabilité des jeunes face aux discours de domination, comprendre les mécanismes des violences, de haine ou de désinformation.

**éduquer à la vie
affective et
relationnelle,
et à la sexualité**



Il est important de souligner que l'EVAR et l'EVARS ne suffisent pas, à elles seules, à prévenir l'adhésion à l'idéologie masculiniste.

Il s'agit d'offrir un cadre éducatif pour aborder ces sujets avec **des adultes formés**.

Développer l'esprit critique

Renforcer la capacité à prendre du recul face à des contenus qui présentent les femmes comme responsables des difficultés des hommes ou qui valorisent des rapports de domination (ex : distinguer un fait d'une opinion).

Déconstruire les stéréotypes de genre

Favoriser une vision moins rigide des rôles sociaux. (ex : un homme ne doit jamais montrer ses émotions, pleurer).

Promouvoir une masculinité positive

Montrer que la masculinité n'est pas synonyme de domination (ex : demander de l'aide lorsqu'on souffre).

Prévenir les violences sexistes et sexuelles

Aller à l'encontre des discours qui banalisent les violences ou présentent les femmes comme des objets ou des adversaires (ex : le consentement).

Lutter contre la désinformation

Encourager la confrontation des sources et le débat argumenté, afin d'éviter l'adhésion à des affirmations simplificatrices ou trompeuses.

Développer les compétences psychosociales

Réduire l'attrait des discours qui reposent sur la colère, le rejet ou la désignation d'un groupe comme responsable de ses difficultés (ex : le respect des différences).

Offrir un espace de dialogue

Ne pas trouver de réponse dans la famille ou à l'école peut davantage attirer certains jeunes vers des communautés en ligne qui proposent des explications simples et parfois radicales (ex : il faut avoir un corps masculin musclé, athlétique).

...CRITIQUÉS PAR LES CONSERVATEURS DE TOUS BORDS !

L'opposition à l'Education à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS), provient d'acteurs très divers dont les motivations ne sont pas toutes identiques.

Certaines associations de parents estiment que l'éducation à la sexualité relève d'abord de la famille. Elles craignent que l'école empiète sur leur rôle éducatif ou transmette des valeurs qui ne correspondent pas à leurs convictions religieuses, philosophiques ou morales.

D'autres mouvements plus conservateurs ou d'extrême droite (... Mamans Louves, Syndicat de la Famille ou encore Parents Vigilants, SOS Education ...), mènent des campagnes contre l'EVARS en contestant souvent son contenu ou ses modalités. Ils affirment que certains contenus sur les stéréotypes de genre, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre seraient inadaptés ou influenceraient les enfants. Ces critiques sont souvent relayées sur les réseaux sociaux, parfois avec des informations inexactes ou sorties de leur contexte. Il est également important de souligner que certains groupes masculinistes, rejoignent ces mouvements ultra-conservateurs et présentent souvent l'EVARS comme une entreprise d'endoctrinement ou de diffusion d'une prétendue "idéologie du genre", dont les thèmes sont perçus comme une menace envers une vision traditionnelle des rapports entre les sexes.

Ces campagnes circulent largement sur les réseaux sociaux et peuvent susciter des inquiétudes chez certains parents car elles imposent stratégies de désinformation ou de mobilisation menées par des mouvements idéologiques.

Pourtant, les objectifs de l'EVARS sont clairement définis par les programmes officiels : « permettre aux enfants et aux jeunes de construire des relations respectueuses, de comprendre le consentement, de prévenir les violences sexistes et sexuelles et de protéger leur santé physique et psychique. »

Il existe donc des convergences flagrantes de discours entre certains collectifs de parents, des organisations conservatrices et des groupes masculinistes sur ce sujet.

À l'inverse, de nombreuses organisations soutiennent l'EVARS, notamment UNICEF France, le Planning Familial, la FCPE, de nombreuses sociétés médicales, scientifiques et professionnelles, ainsi que des associations de protection de l'enfance.



Elles mettent en avant les bénéfices de ces enseignements pour prévenir les violences sexuelles, lutter contre le harcèlement, promouvoir l'égalité entre les filles et les garçons, développer le respect du consentement et favoriser la santé des jeunes.

Il est important de souligner que les programmes officiels français ne consistent pas à enseigner des pratiques sexuelles aux jeunes enfants. Les contenus sont progressifs et adaptés à l'âge. À l'école maternelle et élémentaire (EVAR), ils portent principalement sur le respect de soi et des autres, les émotions, les

relations, l'égalité entre les filles et les garçons, la prévention des violences et l'apprentissage du consentement. Les questions liées à la sexualité (EVARS) sont abordées plus progressivement au collège puis au lycée.

COMMENT COMBATTRE LE MASCULINISME ? ORGANISER LA RIPOSTE

Le masculinisme prospère sur une idée : l'égalité serait allée trop loin. Lui répondre ne peut donc consister à attendre que les discours de haine se dissipent d'eux-mêmes, ni à renvoyer dos à dos féminisme et masculinisme. Face à une offensive politique contre l'égalité, il faut une réponse politique, collective et déterminée.

Première urgence : nommer le phénomène. Pendant trop longtemps, le masculinisme a été réduit à quelques provocateurs des réseaux sociaux ou à une supposée « crise de la masculinité ». Or les travaux récents montrent qu'il constitue un mouvement social et politique, dont certains courants peuvent nourrir la radicalisation violente. Le Sénat appelle ainsi à faire de sa lutte un enjeu majeur de politique publique. Tant qu'il restera invisible ou minimisé, il pourra progresser à bas bruit.



Deuxième urgence : protéger et renforcer les droits. Combattre le masculinisme, c'est d'abord défendre les conquêtes féministes : droit à disposer de son corps, égalité professionnelle, lutte contre les violences sexistes et sexuelles, droits des personnes LGBTI+. Mais c'est aussi donner à ces droits les moyens de devenir effectifs. Les associations féministes sont en première ligne ; elles doivent être soutenues, protégées et financées. Il faut notamment reconnaître et sécuriser leur rôle dans la lutte contre les

mouvements masculinistes.

Troisième urgence : faire de l'éducation une arme contre le sexisme. L'école ne peut laisser les influenceurs masculinistes être les principaux éducateurs des garçons sur l'amour, la sexualité, les relations et la masculinité. L'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité doit être effectivement dispensée à tous les élèves, et accompagnée d'une véritable éducation aux médias : comprendre les algorithmes, identifier les stratégies des influenceurs, déconstruire les stéréotypes et apprendre à reconnaître les discours de haine.

Quatrième urgence : reprendre le terrain numérique. Nous ne pouvons abandonner Internet aux masculinistes. Les plateformes tirent profit de la viralité

des contenus polarisants et les mécanismes de recommandation peuvent conduire progressivement vers des contenus toujours plus radicaux. Il faut donc imposer aux plateformes de prévenir et retirer les contenus haineux, renforcer les signalements, sanctionner les cyberviolences, mais aussi s'attaquer au modèle économique qui permet de monétiser la haine. Réguler le numérique, c'est protéger les victimes et reprendre un espace devenu essentiel au débat démocratique.

Enfin, il faut combattre le masculinisme sur le terrain politique et associatif. Les féministes, les défenseur·es des droits humains, les professionnel·les de l'éducation, de la santé et de la protection de l'enfance ne peuvent être laissé·es seul·es face à cette offensive. Il faut former les professionnel·les, repérer les trajectoires de radicalisation, mieux prendre en compte la violence masculiniste dans les politiques de sécurité et de justice. Le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) souligne que certains discours légitiment la violence, jusqu'à l'apologie du viol ou du meurtre, et que le phénomène constitue désormais un enjeu de sécurité publique et de sécurité nationale.

Mais combattre le masculinisme ne signifie pas combattre les hommes. **C'est précisément l'inverse.** C'est refuser qu'on enferme les garçons et les hommes dans une masculinité fondée sur la domination, la compétition et la violence. C'est leur permettre d'inventer d'autres rapports aux femmes, aux autres hommes et à eux-mêmes.



La riposte doit donc être à la hauteur de l'offensive : **défendre les droits, investir l'éducation, réguler les plateformes, protéger celles et ceux qui combattent les violences, prévenir la radicalisation et occuper l'espace public.** Et surtout, ne jamais céder sur l'essentiel : l'égalité n'est pas négociable. Elle n'est ni un privilège accordé aux femmes, ni une menace pour les hommes. Elle est un principe démocratique.

Le masculinisme veut faire de l'égalité un problème. **À nous d'en faire une force.**

VOUS AVEZ BESOIN D'EN PARLER : VOICI DES CONTACTS

- ❑ Les **établissements scolaires** : les psychologues de l'Éducation nationale, les CPE, les infirmiers scolaires ou les assistants sociaux peuvent accompagner un jeune et orienter vers des professionnels si nécessaire.
- ❑ Les **structures jeunesse** : les missions locales (pour les 16–25 ans), les maisons des adolescents et les centres sociaux proposent souvent des espaces d'écoute et d'accompagnement.
- ❑ **Maison des Adolescents** : accueille les adolescents et leurs proches pour parler de difficultés relationnelles, de mal-être ou de questions identitaires, gratuitement et de manière confidentielle.
- ❑ **Fil Santé Jeunes** : offre une écoute anonyme par téléphone et en ligne sur les questions de vie affective, de santé mentale et de relations.



Le Repère Jeunesse / Étudiant
37 boulevard Aristide Briand, 13100 Aix-en-Provence – lieu d'accueil, d'information et d'orientation pour les 11–25 ans, gratuit et anonyme.
Tél : 04 42 91 98 00



Mission locale
14 rue Charloun Rieu, 13090 Aix-en-Provence – particulièrement adaptée aux 16–25 ans, avec accompagnement social, insertion, confiance en soi et projet de vie.
Tél : 04 42 17 04 80



Maison des Adolescents 13 Nord
37 boulevard Aristide Briand, 13100 Aix-en-Provence – accueil des jeunes de 11 à 25 ans et de leur entourage, avec écoute, accompagnement et orientation.
Tél. : 04 42 96 17 39

Planning familial Maison des Adolescents –
Le Repère 37 Boulevard Aristide Briand – 1er étage
Tél : 04 42 96 17 39
Centre de Planification du Centre Hospitalier du Pays
d'Aix - 1, avenue des Tamaris 13100 Aix-en-Provence
Tél : 04 42 33 56 85



En avant toute(s), Association de lutte pour la fin des violences faites aux femmes, jeunes et personnes LGBT.
La Cité Audacieuse, 9 rue de Vaugirard, 75006 Paris.
Téléphone : 06 63 12 40 45 / 07 85 56 55 52.
E-mail : bonjour@enavanttoutes.fr.
Site web officiel et tchat d'accompagnement :
En Avant Toutes et le tchat ouvert 7/7 de 10h00 à 21h00
[Comment On S'aime](#) pour les victimes de violences.



Violences numériques
Prévenir - Intervenir

3018, le numéro court national
pour les jeunes victimes de violences numériques.

Pour joindre le 30 18 :

gratuit - anonyme - confidentiel
du lundi au samedi de 9h00 à 20h00

NON AU HARCÈLEMENT

ÉLÈVES, PARENTS, PROFESSIONNELS : APPELEZ LE

3020 Service & appel gratuits
Ouvert du lundi au vendredi de 9h à 18h (sauf les jours fériés)

#NonAuHarcèlement
education.gouv.fr/nonauharcèlement

**Si vous repérez
des contenus
choquants sur les
réseaux sociaux,
signalez-les
sur Pharos**

internet-signalement.gouv.fr

La LDH vous intéresse ? N'attendez pas, rejoignez-la !

Ligue des Droits de l'Homme, section du Pays d'Aix-en-Provence Tél : 07 44 54 40 79

contact@ldh-aix.org - www.ldh-aix.org - <http://www.facebook.com/ldh.aix>